



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 23 au 27 mars 2026

English summary

Southern Africa

- The conflict in Iran is increasing oil prices, raising fuel costs and inflation in Africa, which imports most of its refined fuel. Supply risks through the Strait of Hormuz also threaten mining sectors, especially copper and cobalt production in Zambia and the DRC.

South Africa

- Consumer confidence improved slightly in early 2026, mainly among high-income households due to lower interest rates and pension withdrawals. However, poor households remain pessimistic because of weak job creation and rising fuel prices may reduce confidence again.
- China and South Africa held a bilateral commission to strengthen cooperation in infrastructure, trade and investment. China may reduce tariffs on African imports and both countries are negotiating an economic partnership agreement.
- Stellantis postponed the opening of its South African factory to 2028 and may produce two additional vehicle models. One of the new models could be hybrid, but production volumes and job creation are still unknown.

Angola

- Angola's economy grew by 3.1% in 2025 thanks to the non-oil sector, while oil production continued to decline. Growth should remain moderate in 2026, showing the economy is diversifying but still dependent on oil.
- Angola is strengthening financial cooperation with China and Hong Kong to access Asian financial markets. The country wants to issue debt in Asia and develop its capital markets and financial expertise.

- Angola raised 2.5 billion USD through eurobonds, benefiting from higher oil prices and strong investor demand. Part of the funds will be used to refinance existing debt, showing growing investor confidence.
- The government approved a 5-billion-euro railway project to improve transport and regional development. The project should support economic growth and territorial integration.
- Angola is preparing its coffee sector to comply with EU deforestation-free regulations. The main challenge is improving traceability and registration of small farmers to maintain access to the EU market.
- Foreign investment outside the oil sector increased strongly in 2025 but still represents only 10% of total FDI. This shows some diversification, but Angola remains highly dependent on oil.

Botswana

- Orange Botswana signed a partnership to improve digital connectivity in special economic zones. The project includes IoT, digital services and support for the local tech ecosystem.

Lesotho

- Around 20 million euros of expenses in the national electricity company cannot be explained by auditors. The government may hire a private company to manage and restructure the public utility.

Malawi

- Malawi approved a 6.8-billion-USD budget focused mainly on agriculture, health, roads and education. The country still faces inflation, debt, fuel shortages and food insecurity despite expected economic recovery.

Mozambique

- The IMF mission to Mozambique has been postponed, delaying negotiations for a new financial program. The IMF is asking for economic reforms, especially on debt management and public spending.
- The MOZAL aluminium plant stopped operations due to disagreements over electricity prices. Energy supply problems and climate impacts on hydropower also contributed to the shutdown.
- JSW Steel launched a large coal mining project in Mozambique, with production starting in 2028. The coal will mainly be exported to India for steel production.

Namibia

- Namibia refused Starlink's telecom license because it did not meet local ownership requirements. Instead, the country approved satellite internet services from Eutelsat-OneWeb.

Zimbabwe

- Zimbabwe's central bank kept a very high interest rate to control inflation caused by fuel price increases. The policy aims to maintain currency stability and keep inflation low.

Le chiffre à retenir

3,1 %

L'économie angolaise a enregistré une croissance de 3,1 % en 2025 (prévisions FMI 2,1 %), en ralentissement par rapport à 2024, dans un contexte de contraction marquée du secteur pétrolier.

A LA UNE – Afrique australe

L'Afrique face à la flambée des prix du pétrole et aux risques miniers

Le conflit en Iran perturbe de plus en plus les économies africaines, la hausse des prix du pétrole ayant un effet direct sur les coûts de carburant et sur le niveau de l'inflation, dans une région qui importe plus de 70 % de son carburant raffiné, selon Bloomberg Economics. Cette flambée des prix accroît les pressions sur la soutenabilité de la dette et complique la préparation des élections de 2026 pour les pays importateurs nets de pétrole, dont les marges de manœuvre pour soutenir les consommateurs sont limitées.

Si des exportateurs comme le Nigéria et l'Angola pourraient en bénéficier, la plupart des économies africaines devraient subir des pertes, en lien avec la hausse des prix et l'alourdissement des pressions fiscales. Les perturbations du détroit d'Ormuz menacent également les chaînes d'approvisionnement, en particulier le secteur minier. La Zambie et la République démocratique du Congo (RDC) importent environ 90 % de leur soufre via Ormuz, indispensable au transport de cuivre et de cobalt. La RDC, qui fournit 74 % du cobalt mondial et détient 72 % de ses réserves, est particulièrement exposée aux effets du conflit, d'autant qu'un quota d'exportation de cobalt a déjà fait bondir les prix de 160 % depuis le début de l'année 2025. En Zambie, où le cuivre représente 70 % des recettes en devises et 44 % des revenus de l'État, une interruption de la production pourrait provoquer un stress fiscal majeur.

et des pertes d'emplois, un risque d'autant plus critique avant les élections prévues en août 2026.

Sommaire :

Afrique australe

- L'Afrique face à la flambée des prix du pétrole et aux risques miniers

Afrique du Sud

- L'indice de confiance des consommateurs atteint son niveau le plus élevé depuis le T4 2024
- Visite du Vice-Président chinois Han Zheng et tenue de la neuvième commission binationale
- Stellantis annonce l'ouverture de son usine à Coega (Port Elizabeth) en 2028, où deux modèles supplémentaires devraient être produits

Angola

- Une croissance de 3,1 % en 2025, tirée par le secteur non-pétrolier malgré le recul persistant du secteur hydrocarbures
- Entre Pékin et Hong Kong : l'Angola accélère son offensive pour capter des financements sur le marché asiatique
- Profitant de la hausse du prix du pétrole brut, l'Angola lève 2,5 Md USD en euro-obligations
- Ferroviaire angolais : 5 Mds d'euros pour un projet stratégique signé par le Président
- Le ministère de l'AGriculture et des forêts présente le règlement de l'Union européenne sur les produits *deforestation free*
- Les IED hors secteur pétrolier au plus haut depuis 2008, pour toutefois seulement 10 % du total

Botswana

- Orange annonce un partenariat pour développer la connectivité numérique des zones économiques spéciales au Botswana

Lesotho

- 400 M LM (20 M EUR) ont disparu des comptes de Lesotho Electric Company d'après l'auditeur général

Mozambique

- Report à une date indéterminée de la mission du FMI au Mozambique initialement prévue fin mars
- Arrêt des activités de MOZAL, deuxième plus grand producteur d'aluminium d'Afrique
- La société indienne JSW Steel a lancé le projet de mine de charbon de Revuboe au Mozambique

Malawi

- Approbation du budget pour l'exercice 2026/27, l'agriculture principale allocataire

Namibie

- Starlink échoue à obtenir une licence télécom du régulateur namibien, contrairement à Eutelsat-Oneweb

Zimbabwe

- La Banque centrale maintient une politique monétaire restrictive face à la hausse des prix des carburants

Afrique du Sud

L'indice de confiance des consommateurs atteint son niveau le plus élevé depuis le T4 2024 (FNB/BER)

L'indice de confiance des consommateurs développé par la banque *FirstNational* et le *Bureau of Economic Research* (BER), compris entre -100 et +100, a atteint -7 au premier trimestre 2026, son meilleur niveau depuis le T4 2024, après -9 au trimestre précédent. Les ménages à hauts revenus (plus de 20 000 ZAR/mois) ont vu leur confiance remonter de -12 à -4, soutenue par les retraits du système de retraite « two-pot », la baisse des taux d'intérêt, la hausse des marchés et un rand plus fort. La confiance des ménages moyens (5 000-20 000 ZAR/mois) reste globalement stable (+1 point), tandis que celle des foyers modestes (5 000 ZAR/mois) chute à -12, affectée par la faible création d'emplois (44 000 au T4 2025, +0,1 % sur un an) et le gel des allocations sociales (SRD à 370 ZAR par mois). La guerre en Iran et les perturbations pétrolières pourraient toutefois entraîner une hausse des prix de l'essence et du kérosène (+5 à +10 ZAR/litre) et peser sur la confiance des ménages moyens et aisés, ainsi que sur le rand et la Bourse sud-africaine (JSE).

Visite du Vice-Président chinois Han Zheng et tenue de la neuvième commission binationale

En visite à Cape Town, le Vice-Président chinois Han Zheng a inauguré avec son homologue sud-africain Paul Mashatile la neuvième édition de la Commission bilatérale sino-sud-africaine. Celle-ci s'inscrit dans le cadre du programme stratégique décennal de coopération (2020-2029) entre les deux pays et a eu pour thème « Les relations sino-sud-africaines dans une ère de transformation mondiale : faire avancer la modernisation partagée ». Le Vice-Président chinois a

également eu une rencontre de courtoisie avec le Président Ramaphosa.

Parmi les principales thématiques abordées, figure notamment celle des infrastructures, le Président Mashtale invitant notamment les investissements chinois pour moderniser les ports, ainsi que les réseaux ferroviaires et routiers du pays ». Le Vice-Président chinois a également annoncé sa volonté de finaliser avec l'Afrique du Sud un « Contrat de partenariat économique pour un développement partagé » (CADEPA) dont l'objectif serait notamment de garantir un accès favorable aux produits sud-africains vers le marché chinois, dans un contexte où la Chine devrait supprimer les droits de douane pour les importations de 53 pays africains à compter du 1^{er} mai prochain. Le CADEPA viserait également à faciliter l'expansion des entreprises chinoises en Afrique.

Stellantis annonce l'ouverture de son usine à Coega (Port Elizabeth) en 2028, où deux modèles supplémentaires devraient être produits

Initialement prévue en 2026, l'inauguration de la première usine de Stellantis en Afrique du Sud ne devrait finalement pas intervenir avant 2028. Mike Whitfield, *managing director* de Stellantis en Afrique du Sud, a réaffirmé la volonté du groupe d'avancer sur ce projet sans donner d'indication actualisée sur les volumes de production, ni sur les emplois créés. Le business case devrait être finalisé en juin prochain.

Pour rentabiliser le modèle de production, le groupe devrait produire deux modèles supplémentaires, outre le Landtrek Peugeot (bakkie) initialement prévu. Alors que neuf marques du groupe sont présentes en Afrique du Sud (Jeep, Opel, Peugeot, Fiat, Citroën, Alfa Romeo, Maserati et Leap Motor), l'entreprise n'a pas communiqué sur la nature de ces modèles supplémentaires. Il semblerait cependant

que l'un d'entre eux puisse être produit en gamme hybride.

Angola

Angola : une croissance de 3,1 % en 2025, tirée par le non-pétrolier malgré le recul persistant du secteur hydrocarbures

L'économie angolaise a enregistré une croissance de 3,1 % en 2025 (prévisions FMI 2,1 %), en ralentissement par rapport à 2024, dans un contexte de contraction marquée du secteur pétrolier.

Cette dynamique repose entièrement sur la bonne tenue du secteur non pétrolier, en hausse de 5,4 %, tandis que le PIB pétrolier s'est contracté de 5,2 %, pénalisé par la baisse de la production et des prix.

Au 4^{ème} trimestre 2025, la croissance a toutefois accéléré à 5,7 % en glissement annuel, portée par un net rebond des activités non pétrolières (+7,5 %), notamment les communications (+65,7 %), l'hôtellerie-restauration et l'industrie, qui ont constitué les principaux moteurs de l'activité.

À l'inverse, le secteur pétrolier a poursuivi son recul (-1,2 % au T4), affecté par une production structurellement déclinante (en moyenne 1,03 Mbj en 2025, soit -8 % sur un an) et par un prix du brut qui était alors en baisse (69,6 USD/b).

Cette configuration confirme la dualité persistante de l'économie angolaise : une diversification progressive, mais encore insuffisante pour compenser pleinement les fragilités du secteur pétrolier. Dans ce contexte, la croissance devrait rester modérée en 2026 (autour de 3,3 %), toujours tirée par le non-pétrolier, tandis que les hydrocarbures continueraient de peser sur la trajectoire d'ensemble.

Entre Pékin et Hong Kong : l'Angola accélère son offensive pour capter des financements sur le marché asiatique

La ministre angolaise des Finances, Vera Daves de Sousa, était en Chine du 23 au 27 mars pour renforcer la coopération financière, économique et technologique avec le pays et explorer l'accès de l'Angola au marché financier asiatique, notamment à Hong Kong. Elle a rencontré des responsables de la Banque de Développement de Chine, de l'Exim Bank de Chine et de la Nouvelle Banque de Développement, discutant notamment d'une possible adhésion de l'Angola à cette dernière. Elle a également rencontré le secrétaire aux Finances de Hong Kong, Paul Chan Mo-po, pour coordonner des initiatives visant à faciliter l'accès de l'Angola au marché financier hongkongais.

Les objectifs principaux de la visite incluent : i) l'ouverture du marché angolais aux institutions financières de Hong Kong ; ii) l'exploration de l'émission de dette sur les marchés asiatiques ; iii) la promotion des échanges et de la formation de cadres dans le domaine de la dette et des finances publiques ; iv) et le soutien au développement du marché des capitaux angolais.

Sur le plan technique, la ministre Vera Daves de Sousa rencontrera également la BICC (Banque industrielle et commerciale de Chine) et ses représentants londoniens, et la Bank of China, avant de visiter le campus de Huawei à Shanghai pour renforcer la coopération technologique.

Profitant de la hausse du prix du pétrole brut, l'Angola lève 2,5 Md USD en euro-obligations (euro-bonds)

L'Angola a levé 2,5 Md USD via une émission d'euro-obligations, profitant de la hausse des prix du pétrole liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Cette opération a suscité un fort intérêt des investisseurs, avec une demande de

5,2 Md USD, soit plus du double du montant proposé.

Deux obligations ont été émises : 1,5 Md sur 7 ans (9,375 %) et 1 Md sur 11 ans (9,875 %), à des conditions légèrement meilleures que prévu, signe de la confiance des marchés. Une partie des fonds servira à racheter des dettes arrivant à échéance en 2028, dans le cadre d'une gestion active de ces dernières.

Cette émission s'inscrit dans une stratégie amorcée en 2015, avec plus de 14 Mds de USD déjà levés sur les marchés internationaux.

Le contexte international, marqué par la hausse du pétrole, rend l'Angola plus attractif malgré des coûts d'emprunt élevés. Globalement, le succès de l'opération témoigne d'une confiance accrue des investisseurs dans l'économie du pays.

Ferroviaire angolais : 5 Mds d'euros pour un projet stratégique signé par le Président

Le Président de la République a approuvé un investissement de 5 Mds EUR pour la construction du corridor ferroviaire Malanje–Kuito–Menongue, dans le cadre du renforcement du réseau ferroviaire national. Le projet, d'une longueur d'environ 738 km, vise à améliorer la mobilité, promouvoir l'intégration territoriale et soutenir le développement économique des provinces de Malanje, Bié et Cubango.

La construction est structurée en quatre tronçons, chacun doté d'un budget spécifique et de fonds pour la supervision technique. Un contrat additionnel de 93,9 Ms EUR est prévu pour la coordination technique et l'analyse des projets d'ingénierie. Le ministre des Transports supervisera l'approbation des documents et la signature des contrats.

Le recours à une procédure de gré à gré est justifié par l'existence d'un financement

externe. Le projet s'inscrit dans le Programme de requalification des provinces concernées.

Le Ministère de l'Agriculture et des forêts présente le règlement de l'Union Européenne sur les produits Deforestation-Free

Le Ministère de l'Agriculture et des Forêts (MINAGRIF), via l'Institut National du Café (INCA), a organisé le 16 mars 2026 un atelier national sur le Règlement de l'Union Européenne sur les Produits *Deforestation-Free* (EUDR), en partenariat avec la Délégation de l'UE en Angola et l'Institut Forestier Européen (EFI). L'objectif était de sensibiliser les acteurs du secteur caféier angolais aux exigences de l'EUDR et de discuter des stratégies pour garantir la conformité à ce règlement, qui vise à ce que les produits agricoles exportés vers l'UE soient exempts/libres de déforestation, légaux et traçables.

En Angola, le café est majoritairement produit par de petits exploitants familiaux dans des systèmes agroforestiers. Bien que ces systèmes favorisent la conservation des forêts, des lacunes existent dans l'enregistrement des producteurs, la géolocalisation des parcelles et la traçabilité, ce qui pourrait limiter l'accès d'une partie de la production au marché européen, qui absorbe 70 % des exportations nationales de café.

Selon le Secrétaire d'État aux Forêts, João Manuel Bartolomeu da Cunha, le pays compte environ 50 000 hectares de plantations de café, bien en dessous du pic historique de 600 000 hectares. Le MINAGRIF travaille à développer cette culture via la Stratégie Nationale de Reconversion des Systèmes Agricoles en Agroalimentaires (2026-2035) et des instruments réglementaires tels que le Règlement sur les Bonnes Pratiques Agricoles, visant à moderniser le secteur et garantir une production durable, certifiée et conforme aux standards internationaux.

Les IDE hors secteur pétrolier au plus haut depuis 2008, pour toutefois seulement 10 % du total

Les investissements directs étrangers (IDE) hors secteur pétrolier ont bondi de 171 % pour atteindre 959,4 Ms USD en 2025, contre 353,5 Ms USD en 2024.

605,9 Ms USD de plus ont donc été investis hors hydrocarbures par les entreprises étrangères en Angola l'année dernière, selon les statistiques de la Banque Nationale d'Angola (BNA).

Il faut remonter 17 ans en arrière, précisément à 2008, lorsque l'Angola avait attiré environ 1 265,4 Ms USD (le plus haut niveau d'IDE hors pétrole connu) pour trouver le dernier record. Sur l'année 2025, le secteur hors pétrole n'a cependant représenté que 10 % du total des investissements directs étrangers réalisés dans le pays, contre 4% en 2024.

Ces indicateurs confirment que la dépendance de l'économie du pays au pétrole persiste, malgré un certain développement dans le PIB de la part des secteurs comme le commerce, l'industrie, l'agriculture et les transports.

Botswana

Orange annonce un partenariat pour développer la connectivité numérique des zones économiques spéciales au Botswana

Orange Botswana et la Special Economic Zones Authority (SEZA) ont signé un accord de coopération stratégique le 13 mars dernier. Cet accord prévoit de renforcer la connectivité des zones économiques spéciales du pays et y introduire des solutions innovantes (IoT, smart security...).

Orange est le premier opérateur mobile du pays, avec près de 2 millions d'abonnés en mars 2025 pour 46% de parts de marché

(50% pour les forfaits internet). Le groupe français étend sa position dominante aux activités de paiement mobile, dont Orange Money contrôle 70% du marché. En outre, Orange mène de nombreuses initiatives pour soutenir le développement de l'écosystème local. Depuis 2022, Orange dispose ainsi d'un digital center au Botswana, destiné à former l'écosystème des talents locaux. En décembre 2023, le groupe a annoncé l'ouverture d'un centre de données de niveau d'une valeur de 5,2 M USD dans le parc scientifique et technologique Botswana Digital Innovation Hub, à Gaborone.

Lesotho

400 M LM (20 M EUR) ont disparu des comptes de Lesotho Electric Company d'après l'auditeur général

Dans son rapport, l'auditeur général Mathabo Gail Makenete n'a pas été en mesure d'authentifier 400 M LM (20 M EUR) de dépenses pour l'année fiscale 2022-2023. « Aucun élément de preuve ne nous a été fourni pour démontrer l'existence et l'autorisation de registre de transaction d'un montant de 408,9 millions de M », indique le rapport. Cela s'est traduit par un écart de 293 M LM (14,8 M EUR) dans les comptes de cette année-là, sans que la direction de l'entreprise soit en mesure de l'expliquer. En mars 2025, la direction de l'entreprise avait été suspendue, déjà pour cause de mauvaise gestion financière.

La situation opérationnelle et de gouvernance de LEC reste néanmoins très préoccupante. Le gouvernement du Lesotho envisagerait un appel d'offres pour recruter une entreprise privée (*management contract*) chargée de reprendre la gestion stratégique et opérationnelle de l'entreprise d'électricité publique.

Malawi

Le Malawi approuve le budget 2026/2027 de 6,8 Md USD, l'agriculture en est la principale allocataire

Le Parlement malawite a approuvé le budget national pour l'exercice 2026/2027, d'un montant de 10 978 Md MWK (6,8 Md USD). L'agriculture devrait en être le principal bénéficiaire, à hauteur de 971,3 Md MWK, soulignant la priorité accordée par le gouvernement à la sécurité alimentaire et au développement rural. Le ministère de la Santé et de l'Assainissement (558,07 Md MWK), l'Administration du Fonds routier (447,1 Md MWK) et le ministère de l'Éducation (316,6 Md MWK) bénéficient également de financements importants. Ce budget est adopté dans un contexte économique difficile, marqué par des pénuries de devises et de carburant, une inflation élevée, un déficit du compte courant important et une insécurité alimentaire touchant plus de 20 % de la population, alors que le pays est affecté de manière régulière par des événements climatiques extrêmes (sécheresse, inondations, cyclones, etc.). La dette publique et extérieure reste élevée, représentant environ 88 % du PIB fin 2024. Malgré ces défis, la Banque mondiale prévoit une reprise modérée, avec une croissance du PIB attendue à 2,3 % en 2026.

Mozambique

Report à une date incertaine de la mission du Fond Monétaire International (FMI) au Mozambique initialement prévue pour fin mars

Contrairement à ce qui était initialement prévu, la mission du FMI, que les autorités mozambicaines espéraient pour fin mars, afin de donner corps à la perspective d'un nouveau programme du Fonds, est reportée à une date encore incertaine.

Selon *Reuters*, qui cite un porte-parole de l'institution, le FMI devrait se rendre au Mozambique « dans les prochains mois » afin d'évaluer les évolutions économiques

récentes et les politiques gouvernementales. Le média local Zitamar estime, pour sa part, que cette mission ne devrait pas intervenir avant novembre, ce qui retarderait considérablement la mise en place du nouveau programme. En tout état de cause, le sujet sera abordé mi-avril, lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, à Washington. Le précédent programme de prêt du FMI avec le Mozambique (FEC de 456 MUSD) a pris fin prématurément en avril 2025, et le gouvernement est depuis en discussion avec le Fonds pour un nouveau programme. Dans son rapport au titre de l'Article IV publié en février, le FMI recommandait aux autorités de mettre en œuvre des réformes macroéconomiques urgentes, notamment la maîtrise de la masse salariale, la mobilisation de ressources supplémentaires, le renforcement de la gestion de la dette et l'assouplissement du marché des changes.

Arrêt des activités de MOZAL, le deuxième plus grand producteur d'aluminium en Afrique

Dans un communiqué de presse, la société australienne South32 a confirmé que les activités de la fonderie d'aluminium MOZAL, située à Matola, dans la banlieue de Maputo, avaient été interrompues depuis le 15 mars. Mis en service en 2001, MOZAL a été le premier grand projet d'investissement direct étranger au Mozambique (2,3 Mds USD en 1998).

La fermeture est justifiée par l'absence d'accord entre les trois parties (South32, qui est l'investisseur australien propriétaire de MOZAL ainsi que le fournisseur de l'alumine ; Eskom, société publique sud-africaine, qui fournit l'électricité à MOZAL ; et l'Etat mozambicain au travers notamment de sa société publique *Hidroeléctrica de Cahora Bassa* (HCB), qui fournit Eskom en électricité hydroélectrique) concernant le tarif d'électricité applicable au projet au-delà de

mars 2026, date d'expiration de l'accord prévoyant son modèle économique initial.

Selon le journal hebdomadaire *Savana*, South32 proposait de payer à Eskom 48 USD/MWh contre 37 USD/MWh auparavant ; tandis qu'Eskom proposait de porter le tarif à 90 USD/MWh – niveau substantiellement plus élevé que les 64 USD/MWh que HCB aurait pour sa part été prêt à accepter). South 32 estime par ailleurs le prix moyen international aux alentours de 50 USD/MWh, ce que l'entreprise estimerait encore trop élevé compte tenu des contraintes propres à l'unité de production de Matola.

Les tentatives de MOZAL pour négocier un approvisionnement direct auprès d'HCB ont également échoué pour des raisons techniques : d'une part, la capacité de production du barrage subit l'impact négatif du dérèglement climatique et du phénomène El Niño (en 2025, le barrage a ainsi affiché une baisse de production de l'ordre de 25 % compte tenu du manque d'eau); d'autre part, le programme d'investissement « Capex Vital » (2023–2031) entrepris par HCB pour la modernisation de la centrale hydroélectrique entraîne une baisse de capacité de production d'environ 415 MW durant les quatre années de travaux.

La société indienne JSW Steel a lancé le projet de mine de charbon de Revuboè au Mozambique

[La cérémonie de lancement s'est tenue le 13 mars, dans le district de Moatize, en présence du Président de la République, Daniel Chapo.](#)

La mine de Minas de Revuboè, située dans la province de Tete, au nord-ouest du Mozambique, dispose de réserves estimées à environ 850 mt de charbon, dont près de 250 mt de charbon à coke. JSW Steel prévoit de développer le projet en deux phases. La première phase, avec une capacité de production estimée à 3,5 mt/a, devrait débuter en 2028. La seconde phase,

prévue pour 2032, vise à doubler la capacité pour atteindre 7 mt/a. La durée de vie totale de la mine est estimée à 35 ans.

Le charbon sera transporté via la route N7, avec l'appui d'un dépôt de stockage, vers les ports de Beira et de Nacala. Selon le Président Daniel Chapo, le charbon sera en partie transformé localement, mais il sera principalement destiné à la production d'acier et de fer de l'entreprise en Inde.

Namibie

Starlink échoue à obtenir une licence télécom du régulateur namibien, contrairement à Eutelsat-Oneweb

[Le 23 mars, la Communications Regulatory Authority of Namibia \(CRAN\) a officiellement rejeté la demande de licence de services télécom](#), ainsi que la licence d'allocation de spectre, déposées par le groupe américain Starlink. Le Premier Ministre Elijah Ngurare a défendu cette décision, arguant que Starlink ne respectait pas l'obligation d'actionnariat local minimal de 51% applicable aux opérateurs télécom.

En janvier dernier, la CRAN avait approuvé la demande de licence déposée par l'entreprise namibienne Blue Telecommunications (Pty) Ltd pour déployer les solutions d'internet satellitaire du groupe français Eutelsat, via sa constellation One Web en orbite basse (LEO). En Namibie, Blue Telecommunications et Eutelsat cibleront en priorité le secteur des entreprises (B2B), notamment les activités maritimes, d'aviation et d'infrastructures, ainsi que les institutions gouvernementales (B2G).

Zimbabwe

La banque centrale maintient une politique monétaire restrictive face à la hausse des prix des carburants

La Banque centrale du Zimbabwe (RBZ) a décidé de maintenir son taux directeur à 35 % afin de limiter l'impact inflationniste des récentes hausses des prix du carburant liées au conflit au Moyen-Orient. Cette décision vise à contenir les effets de second tour sur l'économie et à préserver la stabilité monétaire, dans un contexte où

l'inflation annuelle est revenue en territoire à un chiffre pour la première fois depuis plus de 30 ans. Pour mémoire, l'inflation en ZiG s'établissait à 3,8 % en glissement annuel en février 2026. Le comité de politique monétaire (MPC) souligne la nécessité de « rester sur la trajectoire actuelle » afin de consolider la confiance dans la nouvelle monnaie introduite il y a deux ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr